

Unité départementale d'Ille-et-Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 RENNES

RENNES, le 13/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **LAFARGE GRANULATS**

14/16 boulevard Garibaldi  
92130 Issy-les-Moulineaux

Références : UD35/2023-398  
Code AIOT : 0005502783

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2023 dans l'établissement LAFARGE GRANULATS implanté au lieu-dit Montlouis 35150 Janzé. L'inspection a été annoncée le 12/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAFARGE GRANULATS
- Montlouis 35150 Janzé
- Code AIOT : 0005502783
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière Montlouis est une carrière de roches massives située à Janzé.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- cessation d'activités sur les parcelles ZY 11, 33 et 54
- recollement

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Notification de la cessation	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-39-1	/	Sans objet
3	Recollement	Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-39-3	/	Sans objet
4	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 08/07/2014, article 2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite de recollement a permis de constater la conformité de la remise en état des parcelles ZY 11, 33 et 54 avec l'arrêté préfectoral, à l'exception d'une aire de stationnement, dont la modification des conditions de remise en état sera actée par arrêté préfectoral complémentaire.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Notification de la cessation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Notification de la cessation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.  II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :  1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;  2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;  3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;  4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.  III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.  <b>Constats :</b> Le dossier a été déposé le 30 mai 2022, il comprend les mesures prises pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Les parcelles concernées par la cessation constituaient une plateforme de stockage jusqu'en 2010. Elles ont été évacuées en 2011-2012. Seuls des matériaux inertes ont été stockés. Les parcelles concernées ont été remises en état et il ne subsiste aucun élément susceptible d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion. Il n'est pas prévu de surveillance du site par l'exploitant. Les parcelles ne sont pas clôturées, la délimitation est claire. Un parking de stationnement a été aménagé sur l'entrée du terrain pour les camions de la carrière, cette partie n'a pas été remise en état car le parking sera utile au futur projet. En effet, l'exploitant prévoit de vendre le terrain à la société Total Energies, qui souhaite y installer des panneaux photovoltaïques. Cette modification des conditions de remise en état sera actée par arrêté préfectoral complémentaire (voir rapport de la cession partielle).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Recollement**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 26/01/2017, article R512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Recollement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.  L'inspecteur des installations classées constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.
<b>Constats :</b> La visite de recollement a été effectuée le 9 juin 2023 pour les parcelles ZY 11, 33 et 54.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Remise en état**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/07/2014, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Remise en état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Principes généraux de la remise en état</p> <p>La remise en état du site se traduit par un remblayage total des excavations Est et Ouest, par des déchets inertes provenant de chantiers locaux.</p> <p>Dispositions particulières</p> <p>Cette remise en état comprend notamment les travaux ci après conformément aux plans annexés au présent arrêté :</p> <p>Les lisières en périphérie :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- lisière de la plate-forme de stockage des stériles</li><li>conservation de boisements en lisière Est,</li><li>plantation d'une haie arborée le long de la RD 163,</li><li>végétalisation des flancs des plates-formes,</li><li>- lisière du site (merlon Nord, bordure VC 23)</li><li>végétalisation des talus et merlons en périphérie,</li><li>plantation arborée le long de la VC 23</li></ul> <p>Les fronts d'exploitations :</p> <p>talutage selon un angle compatible avec leurs stabilités</p> <p>végétalisation de la partie supérieure de la faille</p> <p>Le remblaiement :</p> <p>dans un premier temps (début de la phase 2), les déchets inertes continueront d'être stockés sur la zone de remblais actuelle afin de permettre d'ouvrir le palier à 25 m NGF avant le début du remblaiement</p> <p>l'excavation est remblayée totalement jusqu'à la cote 102 NGF</p> <p>les déchets utilisés sont des déchets inertes issus des chantiers locaux</p> <p>la zone remblayée est recouverte de terre végétale et remise en état agricole</p> <p>la zone de stockage des boues identifiée aux plans en annexe ne doit pas faire l'objet d'une utilisation agricole »</p>
<p><b>Constats :</b> Certaines plantations ont déjà été réalisées mais le site est toujours en activité et il ne s'agit pas d'une cessation totale.</p> <p>Les terrains concernés par la cessation partielle étaient identifiés en prairie dans la remise en état prévue par l'arrêté préfectoral.</p> <p>Sur place, ils sont effectivement reconvertis en prairie, à l'exception du parking qui présente un intérêt pour le futur usage (parc de panneaux photovoltaïques). Ce point fait l'objet d'un rapport séparé concernant la cessation partielle et d'un arrêté préfectoral complémentaire.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite